

Harmonies et dissonances

Débat IDEA sur l'économie et les finances publiques avec le directeur de la Chambre de Commerce et son prédécesseur devenu ministre des Finances

LUXEMBOURG
CLAUDE KARGER

Dix ans après la crise financière, l'évocation du nom du banquier Bernard Madoff dont le système frauduleux à la Ponzi avait coûté des milliards de dollars à des milliers d'investisseurs suscite toujours des tensions sur les podiums de discussion.

Plus précisément, hier soir, c'est la comparaison du système des pensions luxembourgeois avec le système Madoff, avancée par le directeur de la Chambre de Commerce, Carlo Thelen, qui a fait bondir son prédécesseur Pierre Gramegna, devenu entretemps Ministre des Finances lors d'une table ronde sur l'économie et les finances publiques organisée par la Fondation IDEA, le «think tank» de la Chambre.

L'heure était à la discussion du financement du système de protection sociale et en particulier des retraites. Si Carlo Thelen voit une urgence à s'attaquer à une vaste réforme des retraites. Une position que le parti d'opposition CSV partage, mais pas Pierre Gramegna, qui a vertement critiqué le choix des mots de Thelen: «Madoff, c'était une fraude. Et il n'avait pas de réserves».

La comparaison ne tiendrait donc pas debout. Et le ministre de parler des 18 milliards d'euros dans le fonds de compensation des retraites dont le financement serait assuré jusqu'en 2040 au moins et de défendre les actions du gouvernement pour rapprocher l'âge effectif de la retraite de l'âge légal. Au travers notamment de l'abolition de la retraite-solidarité. Il n'y aurait aucune raison de semer de la panique quant à l'avenir du système des retraités, a-t-il pointé.

Dix milliards investis en cinq ans

Gramegna a par ailleurs défendu les politiques d'assainissement budgétaire et d'investissements publics, la somme de ces derniers atteignant dix milliards d'euros sur cinq ans à une époque de sortie de crise. Cela n'aurait pas été évident pour un gouvernement qui démarrait avec un trou de plus d'un milliard d'euros dans l'administration centrale et des recettes de la TVA commerce électronique qui disparaissaient de débloquent 4% du PIB en moyenne tous les ans, a-t-il rétorqué à Thelen, qui considère ce niveau comme «pas exceptionnel».

Et le ministre de rappeler à l'attention de ceux qui pensent que la dette a trop gonflé que 80% de ces investissements furent financés par des recettes courantes et 20% seulement par des emprunts.

Si en valeur absolue la dette a effectivement augmenté, Gramegna a souligné qu'elle diminue par rapport au PIB, situation qui compte dans les appréciations de



Carlo Thelen (à g.) et Pierre Gramegna se sont livrés un débat très animé sur certains points Photo: clk

«Il n'y a aucune raison de semer de la panique»

PIERRE GRAMEGNA, ministre des Finances, à propos du système des retraites

l'économie luxembourgeoise par l'UE et les instances internationales. Là où les deux hommes sont d'accord, c'est sur l'abaissement progressif du taux d'affichage fiscal des entreprises de 26% aujourd'hui vers 23 ou 21% et d'essayer de

neutraliser les effets de l'élargissement de l'assiette fiscale induite par la nouvelle réglementation fiscale internationale BEPS. La fiscalité ne serait pas tout, mais un facteur important pour l'attractivité du Luxembourg.

Thelen et Gramegna partagent par ailleurs le souci du protectionnisme. Un

ralentissement des échanges commerciaux ne pourrait qu'aller au détriment du pays et de son économie très ouverte vers l'extérieur. Et le ministre d'appeler à la vigilance: car le repli sur soi, c'est le nationalisme et le nationalisme, c'est la guerre. ●